

[Text]

Mr. Proud: No.

Prof. Granatstein: I think they are exceedingly important. We need to strengthen them. Some roles reservists can play. You can take a specialist and send him to Cambodia, and he can do the same kind of job a regular can. But to take platoons or form companies of reservists is very dangerous in Yugoslavia where they might have to fight.

Mr. Proud: The former Chief of Defence Staff, General de Chastelain, said that in order for us to continue our efforts, we had to have more resources by the end of this year. I wonder what kind of resources he would be talking about. Would it be equipment and personnel? Would it be both?

Prof. Granatstein: I think it is both, but there is no doubt that we are using up our infantry at a great rate on peacekeeping operations. We have 5,000 or 6,000 infantry in our Canadian forces of 80,000-plus. Those are the people who are continuously being used on peacekeeping. When you had Cyprus rotating a battalion every six months, when you have Yugoslavia taking a couple of thousand, presumably, every six months, when you have Somalia absorbing another battalion, you come close to using all the Canadian forces' readily available infantry. You can use stop-gaps for a time by taking armoured units out of their tanks and converting them to infantry, or using artillery—and we have done all of those things—but you run out very quickly. You do not have enough numbers. We need equipment, but the key really is the number of people in brown uniforms. They are the ones whom we have real trouble maintaining. The real need is for more soldiers at this point.

Prof. Hillmer: If I could just add two points. First of all, the Swedes have a ceiling on the number of peacekeepers who can be sent out of the country at any given point, and perhaps that is a possibility.

The other thing worth saying is that Yugoslavia is not a traditional peacekeeping situation, and the question arises whether we ought to be there at all, with reservists or regulars.

Mr. Proud: What do you see in a situation like that? What are your views on that? What do we do there? What should Canada, the United States and UN countries do in a situation like the former Yugoslavia?

Prof. Granatstein: The only answer that makes any sense to me is, for God's sake, do not get involved in a land war there. It is going to be exceedingly messy and difficult, and there will be terrific casualties, I suspect. If we do something like that and if we participate in such an operation, I hope we will have enough sense to make sure that we send sufficient armour and other heavy military support to back up our people. What we have there now are infantry battalions and armoured personnel carriers, with their heaviest weapons being medium machine guns. That really is not sufficient for any kind of fighting role.

[Translation]

M. Proud: Non.

M. Granatstein: J'estime qu'elle est extrêmement importante. Nous devons la renforcer. Il y a des rôles qu'elle peut jouer. On peut prendre un spécialiste et l'envoyer au Cambodge où il pourra faire la même chose qu'un soldat régulier. En revanche, il est très dangereux de prendre des sections ou de former des compagnies de réservistes pour la Yougoslavie, où elles peuvent être amenées à se battre.

M. Proud: L'ancien chef d'état major, le général de Chastelain, a dit que pour que nous puissions poursuivre nos efforts, il nous fallait davantage de ressources d'ici à la fin de l'année. Je me demande de quel genre de ressources il parlait. S'agirait-il de matériel et de personnel? Pourrait-il s'agir des deux?

M. Granatstein: Je crois qu'il s'agit des deux, mais il ne fait aucun doute que toute notre infanterie sera bientôt absorbée par les opérations de maintien de la paix. Elle compte 5 000 à 6 000 soldats, alors que l'armée canadienne en compte plus de 80 000. Ce sont des gens que l'on utilise continuellement pour le maintien de la paix. Lorsqu'on relevait le bataillon de Chypre tous les six mois, lorsqu'en Yougoslavie, 2 000 soldats environ seront relevés, probablement tous les six mois, lorsque la Somalie absorbe un autre bataillon, on arrive presque au total de l'infanterie canadienne disponible. On peut avoir recours à certaines mesures temporaires, sortir des unités blindées de leur chars d'assaut pour les verser dans l'infanterie ou utiliser l'artillerie et nous avons fait tout cela—mais on arrive très vite à épuisement. Il n'y a pas suffisamment de monde. Il nous faut du matériel mais la clé, c'est en fait les effectifs des forces terrestres. Ce sont ces soldats-là que nous avons beaucoup de mal à garder et qu'il nous faut en plus grand nombre à l'heure actuelle.

M. Hillmer: Permettez-moi d'ajouter deux choses. Tout d'abord, les Suédois limitent le nombre des soldats de la paix qu'ils peuvent envoyer en dehors du pays à un moment donné, et ce serait une possibilité à étudier.

Ensuite, nous n'avons pas affaire en Yougoslavie à une opération de maintien de paix au sens traditionnel, et on peut même se demander si nous devrions y participer, avec des soldats réservistes ou des troupes régulières.

M. Proud: Que préconisez-vous en pareille situation? Qu'en pensez-vous? Que devrions-nous faire? Que devrait faire le Canada, les États-Unis et les pays membres des Nations Unies dans une situation comme celle que connaît l'ancienne Yougoslavie?

M. Granatstein: La seule réponse qui me semble sensée, c'est qu'il ne faut surtout pas s'engager dans une guerre terrestre là-bas. Ce serait un véritable désastre et il y aurait des pertes énormes, à mon sens. Si guerre il y a et que nous y participions, j'espère que nous aurons suffisamment de bon sens pour envoyer sur place assez de blindés et d'autres soutiens militaires lourds pour aider nos soldats. Ce que nous avons pour le moment là-bas, ce sont des bataillons d'infanterie et de transport de troupes blindés, les armes les plus lourdes étant des mitrailleuses semi-lourdes. Ce n'est vraiment pas suffisant des combats.